

Unité départementale Anjou Maine
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 01/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



COSYNERGIE53(SMECO) CVED Conseil départ

Les Basses Ansuillières
53220 PONTMAIN

Références : EC-2022-364-INSP-COSYNERGIE 53-Pontmain-RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement COSYNERGIE53(SMECO) CVED Conseil départ implanté Les Basses Ansuillières 53220 PONTMAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COSYNERGIE53(SMECO) CVED Conseil départ
- Les Basses Ansuillières 53220 PONTMAIN
- Code AIOT dans GUN : 0006302155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société COSYNERGIE 53 exploite une unité de valorisation énergétique. Au titre de la réglementation sur les installations classées, la société COSYNERGIE 53 a été autorisée par arrêté préfectoral du 03/05/2013, complété par l'arrêté complémentaire du 16/04/2020. Pour l'exploitation de l'usine, il existe une délégation de service public au profit de SUEZ.

Le thème de visite retenu est le risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consigne incendie	AP Complémentaire du 03/05/2013, article 3.3.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Analyse du Risque Foudre (ARF)	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.2.7.1	/	Sans objet
Moyens de protection contre les effets de la foudre	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.2.7.2	/	Sans objet
Contrôles des installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.2.7.3	/	Sans objet
Disponibilité et entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.5.2	/	Sans objet
Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.5.3	/	Sans objet
Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement et bassin ...)	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.5.4	/	Sans objet
Installations électriques	AP Complémentaire du 03/05/2013, article 10.2.5	/	Sans objet
Formation du personnel	AP Complémentaire du 03/05/2013, article 3.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté au cours de ce contrôle un fait susceptible de suites, pour lesquels l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Analyse du Risque Foudre (ARF)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.2.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'analyse du risque foudre (ARF) est réalisée par un organisme compétent qui identifie les équipements et les installations nécessitant une protection. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Elle est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens du code de l'environnement, à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Constats : L'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par l'APAVE le 13/11/2012. Aucune modification notable des installations n'a été réalisée depuis cette ARF.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de protection contre les effets de la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.2.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'ARF, une étude technique, menée par un organisme compétent, définit précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent. Ils répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Une étude technique a été réalisée par l'APAVE le 13/11/2013. Des observations ont été faites, notamment sur l'amélioration de l'accessibilité au niveau des tiges sur la cheminée des lignes 1&2. Une intervention a eu lieu afin d'améliorer cette accessibilité.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôles des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.2.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les 2 ans par un organisme compétent. Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur. Les agressions de la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant dispose de l'AREF l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Une vérification complète des installations de protection a été réalisée par l'APAVE le 12/05/2021. Ce rapport a fait l'objet d'une remarque qui a été levée. Les travaux sont tracés dans le rapport et dans la GMAO.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disponibilité et entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les éventuels équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses. Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles, Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour. Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.
Constats : Les moyens d'intervention sont répartis dans l'établissement. Leurs emplacements sont signalés. Les équipements contrôlés lors de la visite avaient un accès aisé. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour et sur des plans partiels à différents endroits de l'usine. Ces équipements sont régulièrement contrôlés. Le dernier contrôle des extincteurs et des RIA a été réalisé le 28/07/2021 par la société EUROFEU, qui procède, en même temps que le contrôle, à la maintenance nécessaire sur certains équipements. Le certificat Q4 a été présenté.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs ;- 1 poteau d'incendie, protégé contre le gel, muni de raccords normalisés capable d'assurer un débit unitaire simultané de 60 m3/h sous 1,6 bar de pression. La défense incendie est complétée par une réserve d'eau d'un volume minimum de 240 m3 constituée le cas échéant par la lagune pluviale de la laiterie équipée de deux dispositifs de pompage, aménagée conformément aux directives des services d'incendie. <ul style="list-style-type: none">- une réserve « déluge » de 2*30 m3 sur les fosses et les trémies (déclenchement manuel)
Constats : L'établissement dispose : <ul style="list-style-type: none">- de 90 extincteurs répartis sur le site et adaptés aux risques à combattre,- des RIA,- 1 poteau d'incendie capable d'assurer un débit unitaire simultané de 60 m3/h sous 1,6 bar de pression,- 1 lagune de 1200 m3 minimum munie de 3 colonnes d'aspiration,- 1 bache souple de 300 m3 dédiée à l'alimentation du canon à fosse, du rideau d'eau entre les 2 fours et au sprinklage de la trémie et de la vitre du pontier- 1 réserve déluge de 2*30 m3 sur les fosses et les trémies,- si besoin, un étang proche du site peut également servir de réserve d'eau.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement et bassin ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 240 m3. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... sont collectées dans un bassin d'orage d'une capacité minimum de 240 m3. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.
Constats : Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux d'incendie. Lors des exercices périodiques, le personnel du site s'exerce à manier la vanne nécessaire au confinement des eaux d'incendie.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consigne incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2013, article 3.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne incendie
Prescription contrôlée : Ces consignes indiquent notamment : [...] - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ... ; [...]
Constats : La consigne référencée SMC MOD SU 13 intitulée "Que faire en situation d'urgence?" a été consultée (version du 15/06/2021). Le numéro d'astreinte de la DREAL indiqué sur la consigne n'est plus d'actualité. En situation d'urgence, il convient d'appeler la préfecture qui contactera la DREAL. La procédure est à modifier en ce sens.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2013, article 10.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées. Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants et des matériaux entreposés. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par l'APAVE. Le rapport en date du 03/09/21 fait état de 2 non-conformités à corriger d'urgence. Les travaux de mise en conformité ont été réalisés le 06/09/21 et sont tracés dans le rapport et dans la GMAO. Le rapport fait également état d'une observation sur la vanne Gestra, vanne de purge de chaudière. Cette intervention nécessite une coupure électrique générale et sera réalisé lors du prochain arrêt technique semaine 45.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2013, article 3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant assure la formation de l'ensemble du personnel de l'entreprise, y compris des intervenants extérieurs, qui comprend, a minima, la connaissance des risques liés aux produits et aux installations ainsi que les consignes, Elle est adaptée et proportionnée aux enjeux de l'établissement. Cette formation initiale est entretenue.
Constats : Tout le personnel est formé tous les 2 ans comme équipiers de 1ère intervention. Le tableau de suivi des formations a été consulté et cette fréquence est respectée. Cette formation est complétée par une formation en interne sur l'accueil des secours. A noter la présence de 3 pompiers volontaires sur le site. Des exercices sont réalisés régulièrement afin de tester les réflexes en cas de situation d'urgence. Le dernier exercice a été réalisé le 01/04/22 sur le thème d'une extraction de victime et l'extinction d'un incendie sur un poids lourd.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet